



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU DOUBS

*Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté*

*Unité Départementale Haute-Saône Centre et Sud Doubs
Subdivision 2*

Besançon, le 26 août 2019

Note

A

Monsieur le Préfet

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

oOo

**Ville de Besançon
Ateliers Municipaux**

oOo

**Modification des prescriptions
Demande de dérogation pour l'atelier automobile**

oOo

Commune de BESANÇON

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-16h00

Tél. : 33 (0) 3 81 21 67 00

Antenne de Besançon – 21A rue A. Savary – CS 31269 – 25005 BESANÇON CEDEX
www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr

I – PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

La Ville de Besançon exploite sur le site du Centre Technique Municipal (CTM), 94 avenue Georges Clémenceau, plusieurs activités classées au titre des installations classées pour l'environnement dont un dépôt de chlore, une station service, une installation de distribution de GPL et un atelier automobile.

La Ville de Besançon dispose d'un arrêté préfectoral pris en date du 17 mai 1979 pour le stockage de Chlore, d'un récépissé de déclaration pris en date du 9 juillet 1999 pour la distribution de GPL et d'un récépissé de déclaration pris en date du 28 janvier 2009 pour la régularisation des autres activités réalisées sur le site du CTM.

La Ville de Besançon a déposé en date du 2 octobre 2018 un dossier de déclaration pour la modification de l'atelier automobile soumis à déclaration sous la rubrique 2930.1b et la reconstruction d'un nouvel atelier automobile en lieu et place de l'ancien atelier qui a été démoli.

Le nouvel atelier automobile doit respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 4 juin 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration sous la rubrique 2930 en tant qu'installation nouvelle.

Par courrier daté du 2 octobre 2018, complété le 16 mai 2019, la Ville de Besançon demande l'aménagement des prescriptions générales applicables à l'atelier automobile relatives aux règles d'implantation et la distance des limites de propriété, sur le comportement au feu des bâtiments et sur les moyens de secours contre l'incendie.

Suite aux différentes évolutions de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, les activités exercées par la Ville de Besançon sur le site du CTM relèvent à présent des rubriques suivantes :

Rubriques	Désignation	Régime	Volume autorisé
4710.1	Chlore (numéro CAS 7782-50-5)	A	Stockage de chlore liquéfié en récipient de capacité unitaire inférieure ou égale à 60 kg. La quantité totale de chlore susceptible d'être présente dans l'installation étant de 2,5 tonnes.
1414.3	Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés 3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	DC	Installation de distribution de GPL
1435.2	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.	DC	Le volume annuel de carburant liquide distribué étant d'environ de 1 000 m ³
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs.	D	La puissance de courant continu utilisable pour cette opération étant de 489 kW
2930.1b	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur	DC	La superficie de l'atelier automobile étant de 2 500 m ²
4718	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène) 1. Pour le stockage en récipients à pression transportables 2. Pour les autres installations	NC	Stockage de 60 bouteilles de gaz inflammables liquéfiés
		NC	Stockage en citerne de 5,8 tonnes de GPL

A (autorisation), DC (Déclaration soumis au contrôle périodique), D (Déclaration), NC (Non Classée)

II – PRÉSENTATION ET ANALYSE DE LA DEMANDE DE DÉROGATION

La ville de Besançon prévoit de reconstruire l'atelier automobile qu'elle exploite sur le site du CTM. Cet atelier automobile est exploité dans un bâtiment indépendant des autres activités réalisées sur le site du CTM et uniquement destiné à cet usage.

L'atelier automobile de la ville de Besançon est soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 4 juin 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration sous la rubrique 2930.

La ville de Besançon sollicite l'aménagement à une partie des dispositions des articles 2.1, 2.4 et 4.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 4 juin 2004 relatives aux règles d'implantation et la distance des limites de propriété, sur le comportement au feu des bâtiments et sur les moyens de secours contre l'incendie qui prévoient notamment :

- L'installation est implantée à une distance d'au moins 15 mètres des limites de propriété ou de locaux occupés ou habités par des tiers. (article 2.1)
- Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :
 - Murs et planchers hauts coupe-feu de degré une heure ;
 - Portes intérieures coupe-feu de degré une demi-heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
 - Porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré une demi-heure ; (article 2.4)
- Les locaux abritant des produits combustibles ou inflammables, notamment des lieux de stockage, de chargement, de déchargement et de mise en œuvre des produits contenant des solvants tels que des peintures, sont en outre dotés :
 - de robinets d'incendie armés. (article 4.2)

Il est mentionné à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 4 juin 2004 que le préfet peut, pour une installation donnée, adapter et compléter par arrêté, les dispositions des annexes dans les conditions prévues aux articles L.512-12 et R.512-52 du code de l'environnement.

Le nouvel atelier automobile est implanté à une distance de 11,5 m de la limite Est du site, du côté de la rue Jacquard. L'ancien atelier automobile était déjà situé à cette distance des limites de propriété. Le bâtiment sera doté d'une ossature en portique métallique et les parois extérieures seront construites en bardage métallique double peau. Les quantités de produits inflammables et combustibles présentes dans l'atelier ne seront pas notables.

La ville de Besançon a prévu plusieurs mesures compensatoires pour limiter les risques à savoir :

- Une voie engins sera réalisée sur l'ensemble du périmètre du bâtiment abritant l'atelier automobile, l'arrêté ministériel du 4 juin 2004 n'imposant une voie engins que sur une face du bâtiment.
- La mise en place d'un compartimentage coupe-feu de degré une heure entre les bureaux et les ateliers. Le magasin de l'atelier automobile sera isolé du reste du bâtiment par des parois horizontales et verticales coupe-feu deux heures.
- Le système de détection incendie prévu par l'arrêté ministériel du 4 juin 2004 sera relié au système de supervision existant qui fonctionne 7 j/7 et 24 h/24.
- Un extincteur sur roue de 50 kg sera mis en place à proximité de la cabine de peinture.

Le SDIS consulté dans le cadre de la demande de dérogation a préconisé plusieurs mesures en date du 19 mars 2019. Les préconisations émises par le SDIS sont les suivantes :

- Veiller à ce que les voies d'accès au terrain soient utilisables en tout temps par les engins de secours et de lutte contre l'incendie ;
- Munir le portail d'accès d'un dispositif mécanique manœuvrable rapidement par les secours ;
- La défense extérieure contre l'incendie est assurée par les trois points d'eaux incendie existants n° 529, 339 et 548 sous réserve qu'ils soient normalisés NFS. 61.213, implantés conformément à la norme NFS. 62.200 et qu'ils fournissent chacun et simultanément un débit minimal de 60 m³/h sous une pression minimale de 1 bar durant deux heures.

Afin de vérifier l'objectif précité, le pétitionnaire réalisera un relevé débit-pressure en simultané sur les trois hydrants concernés.

Il est rappelé que l'arrêté ministériel du 4 juin 2004 prévoit que le personnel est formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.

Par courrier du 16 mai 2019, l'exploitant a précisé les quantités maximales de matières combustibles ou inflammables qui pourront être présentes sur le site ainsi que le nombre de véhicules qui pourra être présent dans l'atelier en dehors des heures de fonctionnement.

Après examen du dossier présenté à l'appui de la demande de dérogation et compte tenu de l'ensemble des éléments précités, il est possible d'accorder la dérogation, sous réserve de la mise en œuvre des mesures de sécurité et compensatoires listées ci-dessus et des préconisations du SDIS qui ont été reprises dans l'arrêté joint proposé à votre signature.

III – CONCLUSION

La Ville de Besançon exploite un atelier automobile soumis à déclaration sous rubrique 2930 sur le site du CTM, elle demande une dérogation à l'arrêté ministériel du 4 juin 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration sous la rubrique 2930.

L'instruction de la demande a permis de déterminer que les mesures de sécurité et compensatoires mises en œuvre par l'exploitant sont satisfaisantes.

Il est également proposé de mettre à jour le classement des rubriques ICPE du CTM exploité par la Ville de Besançon suite aux différentes évolutions de la nomenclature des installations classées.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du Doubs de signer l'arrêté portant adaptation de certaines prescriptions générales applicables aux installations exploitées par la Ville de Besançon et la mise à jour du classement des rubriques ICPE, conformément aux articles R.181-46 et R.512-52 du code de l'environnement.